

OBJECTIFS DE LA CAMPAGNE

- RECONNAÎTRE L'EXISTENCE DES BIDONVILLES

- OBTENIR UN MORATOIRE
SUR LES EXPULSIONS DES
HABITANTS DE BIDONVILLES

- MONTER DES PROJETS ALTERNATIFS
VERS DES SOLUTIONS PÉRENNES

- METTRE EN PLACE UNE
POLITIQUE CONCRÈTE DE
RÉSORPTION DES BIDON-
VILLES

PREMIERS SIGNATAIRES

Accueil, coopération et insertion pour les nouveaux arrivants (ACINA), Amnesty International France, Association pour l'accueil des voyageurs (ASAV), Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines et Roms (ASEFRR), Collectif de soutien aux Roumains d'Ivry, Collectif National Droits de l'Homme Romeurope, Collectif Romeurope du Val Maubuée, Fondation Abbé Pierre, La Voix des Roms, Les Enfants du Canal, Médecins du Monde, Migrom, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Revue Projet, Secours Catholique...

POUR NOUS REJOINDRE : CONTACT@25ANSBIDONVILLES.ORG

— WWW.25ANSBIDONVILLES.ORG —

MOBILISATION EN ILE-DE-FRANCE CONTRE

25 ANS DE POLITIQUES COÛTEUSES ET INUTILES D'EXPULSION DES BIDONVILLES



BROCHURE EXPLICATIVE

MOBILISATION EN ILE-DE-FRANCE CONTRE 25 ANS DE POLITIQUES COÛTEUSES ET INUTILES D'EXPULSION DES BIDONVILLES

Les bidonvilles, disparus de la visibilité publique en France métropolitaine dans les années 1970, réapparaissent en 1989 en Ile-de-France, à Nanterre. S'y installent alors des migrants venus d'Europe Orientale, fuyant les conditions de vie de leur pays d'origine.

Le mal logement touche aujourd'hui en France 3,5 millions de personnes. La «résurgence des bidonvilles» en est l'une des dimensions. Cette dimension est niée par les pouvoirs publics français qui, depuis 25 ans, pratiquent une **politique systématique d'expulsion des habitants des bidonvilles**. Ces dernières années, cette pratique s'est intensifiée et les habitants vivent au **rythme des expulsions (tous les 3 à 4 mois en moyenne)**.

Dans les années soixante, une politique ambitieuse de résorption des bidonvilles a pu être menée face à une situation de plus grande ampleur. Pourquoi ne serait-ce plus possible aujourd'hui ?

En **mars 2015**, la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement des personnes sans-abris ou mal logées (la DIHAL) recensait sur le territoire français **19 676 personnes concernées et 577 «campements illicites» - le terme de bidonville étant soigneusement évité**. Au moins 4252 personnes, soit 21,7 % des occupants, sont des enfants contraints de grandir dans une extrême précarité et des conditions de vie difficile. Sur la base des données disponibles, la DIHAL estime en outre que 47% de ces bidonvilles ne disposeraient d'aucune forme de traitement des déchets, deux tiers n'auraient aucun accès à un point d'eau et trois quarts fonctionneraient sans alimentation en électricité. Ce phénomène est plus aigu

sur certains territoires: **l'Ile-de-France concentre à elle seule 37% des personnes et 27% des «campements»**.

Les bidonvilles de ces 25 dernières années concernent **des populations et des trajectoires de vie individuelle très différentes**: les travailleurs saisonniers du Sud de la France, les personnes sans domicile fixe du bois de Vincennes, les habitants de la Jungle de Calais, les cabaniers de l'Hérault, les migrants d'Europe Orientale (Roumains, Bulgares, Roms ou non, par exemple), etc. Ces derniers concentrent clairement l'attention politique et médiatique. A présent, une parole clairement **discriminatoire** semble s'être libérée contre cette population cachant ainsi un phénomène global.

Cette politique est **coûteuse**. Une étude de cas récente montre que les expulsions successives subies par un même groupe de personnes ont coûté près de **400 000 euros** (FMSH, Rapport MigRom, 2015). Au-delà du coût social et économique, cette politique court-termiste a sacrifié une génération d'enfants. De nombreux enfants **vivant en bidonville ne sont pas scolarisés**, suite aux refus des mairies de les inscrire. Nous voyons ainsi **les municipalités empêcher leurs propres habitants de sortir de la précarité des bidonvilles**.

25 ans, c'est une génération sacrifiée. Combien en faudra-t-il encore ? Face aux mêmes constats d'échecs, **les associations intervenant en Ile-de-France ont décidé d'interpeller les pouvoirs publics et de dénoncer 25 ans de politiques coûteuses et inutiles d'expulsion des bidonvilles**. Elles demandent ainsi qu'une véritable politique soit à nouveau engagée pour combattre cette précarité dans le respect des personnes.



25 ANS DE POLITIQUES COÛTEUSES ET INUTILES D'EXPULSION DES BIDONVILLES



... J'ai vécu à Bezons, Sarcelles, Nanterre et je suis arrivé en 2002 au Hanul à Saint Denis où je suis resté presque dix ans. Là-bas, on était tranquille, les enfants ont pu venir. Dix ans, c'est beaucoup, le Hanul c'était chez moi, j'aimais bien cet endroit, je connaissais tout le monde...

Ioan, Saint Denis, septembre 2013

... Sur le Platz, nous nous chauffions avec un poêle à bois, il y avait également une cuisinière à gaz pour préparer les repas. La nourriture venait de ce que les gens me donnaient. Pendant quatre ans il n'y avait pas d'eau, alors nous allions la chercher loin, en voiture avec de grands récipients. C'était le travail des hommes et des femmes. En 2006, la mairie nous a installé un robinet...

Carmen, Saint-Denis, juin 2013

... J'ai travaillé vingt-quatre ans comme manœuvre dans le bâtiment. Mais, je n'ai jamais eu assez d'argent pour payer un loyer. Je rentre en Tunisie une ou deux fois par an, notamment pour le Ramadan. La Tunisie a beaucoup changé, mais moi je suis un Cassidain et je suis habitué à la France...

Mohammed, Cassis, 2001

... J'ai vécu 10 ans dans les bidonvilles: Massy, Wissous, Villeneuve-le-Roi... Ce n'était pas facile, avec la police qui casse tout, les incendies, les rats. En 2014, j'ai trouvé un poste de cantinière et un petit appartement où j'ai emménagé avec mon mari. Je suis contente, surtout pour mon fils...

Maria, Massy, mars 2015

...Après 5 mois, des gens sont arrivés avec des bulldozers. Ils ont écrasé la maison, ils l'ont mise à terre, donc nous, on a été mis dehors, mais pourquoi ont-ils fait ça? Je ne le sais pas. Des gens étaient venus pour nous prévenir sauf qu'on ne parlait pas le français donc on n'a rien compris. Pendant une semaine on a dormi à la belle étoile, ensuite on a trouvé un Platz... Ce fut ainsi de Platz en Platz pendant 15 ans. Même moi je ne saurais vous dire sur combien de Platz j'ai vécu en tout...

Mihaela, La Courneuve, avril 2015

... Après l'expulsion on nous a donné un hôtel, mais l'hôtel c'était que pour moi et 2 de mes enfants. 2 autres étaient en Roumanie quand il y a eu l'expulsion. Quand ils sont revenus en France, on m'a dit qu'il n'y avait pas de place pour eux à l'hôtel. Maintenant je suis avec mes quatre enfants. Ils vont tous à l'école, mais on vit tous dans la rue ...

Paraschiva, Ivry-sur-Seine, septembre 2015

1968



B

1996



C

2015



D

19 676
PERSONNES
EN BIDONVILLE

13 483
PERSONNES
EXPULSÉES

400.000
EUROS
POUR 3 EXPULSIONS

En mars 2015, 19 676 personnes, dont 4 252 mineurs, vivent dans 577 bidonvilles répartis sur l'ensemble du territoire français métropolitain. (DIHAL, 2015)¹

En 2014, 13 483 personnes ont été expulsées de 138 lieux de vie différents. Ces chiffres représentent près de 80 % de la population totale vivant dans les bidonvilles. Depuis le début de l'année 2015, en moyenne 150 personnes ont été expulsées par semaine. (LDH, ERRC, 2015)²

D'après le rapport Migrom 2015³, les trois expulsions successives d'un même groupe d'une centaine de personnes sur trois ans ont coûté près de 400 000 euros.

CREDITS

1 - DIHAL: Mission relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites – Etat des lieux national des campements illicites et grands squats au 31 mars 2015.
2 - Communiqué de presse de LDH et de ERRC, 2014
3 - Rapport Migrom, MSH, 2015

A - Cendrine Bonami-Redler
B - La Campa - 1968 - Miroslaw Marik
C - Bezons - 1992 - Leonardo Antoniadis
D - Champs-sur-Marne - Avril 2015 - Hubert Marot